



## Suppression de 1.800 postes dans l'Education nationale en 2019

Paris, 16 sept. 2018 (AFP) -

Mille huit cents postes seront supprimés l'an prochain dans l'Education nationale, "soit 0,2% des emplois du ministère", et son budget sera augmenté de 850 millions d'euros, soit 1,7%, a annoncé Jean-Michel Blanquer dans une interview au Figaro publiée dimanche soir.

Ces suppressions de postes ne concerneront que "le second degré (les collèges et lycées, NDLR) et les services administratifs", a précisé le ministre de l'Education nationale.

"Le volume d'enseignement sera évidemment maintenu à travers le recours aux heures supplémentaires", a ajouté M. Blanquer, "les heures supplémentaires seront exonérées de cotisations salariales, donc plus rémunératrices pour les professeurs".

Le Premier ministre Édouard Philippe avait déclaré au mois d'août que 4.500 postes seraient supprimés dans la fonction publique d'État en 2019 et plus de 10.000 en 2020.

Parmi les autres ministères touchés par les réductions d'effectifs, celui de l'Action et des comptes publics. Le gouvernement compte y supprimer 2.000 postes, a déclaré mercredi, le secrétaire d'Etat chargé de la Fonction publique Olivier Dussopt sur BFM Business.

L'objectif d'une réduction de 120.000 postes dans l'ensemble des trois versants de la fonction publique au cours du quinquennat, fixé par Emmanuel Macron lors de la campagne présidentielle, avait également été rappelé par le secrétaire d'État.

Dans son entretien au Figaro, Jean-Michel Blanquer a annoncé que le budget de son ministère serait augmenté de 850 millions d'euros en 2019, soit une hausse de 1,7%, "hors augmentation de nos contributions aux pensions de l'Etat".

"C'est l'une des plus importantes augmentations au sein de l'Etat. Le budget 2019 s'inscrit pourtant dans un contexte d'effort général de l'ensemble des pouvoirs publics", a-t-il souligné.

Le gouvernement doit présenter son budget pour l'année prochaine le 24 septembre.

"Une autre grande priorité, c'est l'augmentation du pouvoir d'achat des professeurs. J'ai entamé le dialogue social sur le sujet", a encore assuré Jean-Michel Blanquer, qui entend "redonner aux professeurs une place centrale dans la société".

gde/spe/cb

Afp le 16 sept. 18 à 23 32.